



Une série de sécheresses dans la région du Bahr el Gazel a entraîné une baisse des récoltes et une diminution des pâtures. Le changement climatique risque de rendre la survie des communautés les plus vulnérables encore plus difficile. Tchad, 2013. Photo : Ella Dickinson/ Oxfam

QU'ILS MANGENT DU CHARBON !

Pourquoi le G7 doit mettre fin à la combustion du charbon pour lutter contre le changement climatique et contre la faim

Le changement climatique a déjà une incidence sur ce que nous mangeons et représente le plus gros obstacle dans la lutte contre la faim. Le charbon constitue la première cause de changement climatique. Pourtant, les pays du G7 en utilisent encore des quantités gigantesques, alors qu'il existe des solutions renouvelables, efficaces et économiques. Les centrales à charbon du G7 émettent deux fois plus de CO₂ issu des énergies fossiles que l'ensemble de l'Afrique et la contribution du G7 au réchauffement climatique va coûter rien qu'à l'Afrique plus de 43 milliards de dollars par an d'ici les années 2080 et 84 milliards d'ici 2100. En outre, ces émissions vont engendrer la perte de millions de tonnes de cultures de base partout dans le monde.

Pour parvenir à un accord sur le climat couronné de succès lors des discussions des Nations unies à Paris en décembre 2015, le G7 doit donner le ton en définissant des plans sans équivoque de transition juste vers un monde sans charbon. En mettant en place les mesures politiques et réglementaires adéquates, certains pays peuvent passer à une électricité produite sans charbon au cours de la prochaine décennie.

RÉSUMÉ

De nouvelles discussions essentielles sur le climat vont avoir lieu en décembre de cette année, à Paris. Une orientation claire de la part du G7 sur la question du climat lors de sa réunion en Allemagne pourrait donner lieu à des progrès décisifs à Paris. Pour cela, le G7 doit élaborer des plans concrets de réduction de ses propres émissions et réunir des fonds dédiés au climat.

Pourquoi le G7 doit-il mettre fin à son addiction au charbon ?

Le charbon est le premier responsable du catastrophique changement climatique ; un tiers de toutes les émissions de CO₂ depuis la révolution industrielle peut lui être imputé¹. Il représente aussi la première épreuve de vérité concernant notre capacité à remporter la lutte contre l'emballement du changement climatique.

Chaque centrale à charbon peut être considérée comme une arme de destruction du climat, qui intensifie les conditions météorologiques changeantes, aux conséquences désastreuses sur les récoltes, accroît la hausse des prix alimentaires et, en fin de compte, augmente le nombre de personnes en proie à la faim. Les conséquences climatiques touchent de façon disproportionnée les personnes les plus vulnérables et les plus concernées par l'insécurité alimentaire, et la combustion du charbon ne fait qu'exacerber les inégalités. Si aucune action n'est prise de toute urgence, le changement climatique pourrait repousser de plusieurs dizaines d'années le combat pour éradiquer la faim².

En utilisant le nouveau modèle de Climate Analytics et le modèle AD-RICE2012, Oxfam estime qu'en l'état actuel des politiques mises en œuvre par le G7, les émissions de CO₂ issues du charbon engendreront des coûts liés au changement climatique en Afrique de l'ordre de 43 milliards de dollars par an d'ici les années 2080 et de 84 milliards de dollars par an d'ici la fin du siècle. Cela représente 60 fois ce que les pays du G7 donnent à l'Afrique sous forme d'aide à l'agriculture et au développement rural et plus de trois fois ce qu'ils donnent au continent africain en aide bilatérale³. Le coût global des émissions du G7 induites par l'utilisation du charbon sera de 260 milliards de dollars par an d'ici les années 2080 et de 450 milliards de dollars par an d'ici la fin du siècle⁴.

En l'état actuel des mesures prises par le G7, les émissions liées au charbon du G7 réduiraient les rendements des cultures de base d'environ 0,5 % au niveau mondial et de 1 % dans les pays les plus pauvres d'ici les années 2080 par rapport aux niveaux de 1980. Ainsi, la quantité d'aliments disponibles serait moins grande alors que la population augmente. Cela équivaut à la perte de sept millions de tonnes de cultures chaque année⁵.

Même si plus de la moitié de la consommation de charbon a lieu aujourd'hui dans les pays en développement, l'ampleur de la combustion du charbon dans les pays du G7 demeure considérable. Si toutes les centrales à charbon du G7 se trouvaient dans un même pays, ce pays serait le cinquième plus gros pollueur au monde⁶. Les centrales à charbon du G7 émettent deux fois plus de CO₂ issu des énergies fossiles que l'ensemble du continent africain⁷ et 10 fois plus que les 48 pays les moins développés⁸.

Cinq pays du G7 (dont l'Allemagne, qui en assure la présidence en 2015) ont augmenté leur niveau de combustion de charbon depuis 2009, année du sommet de Copenhague sur le climat⁹. Le message transmis par les pays du G7 ne doit plus être « Faites ce que nous disons », mais « Faites ce que nous faisons » en mettant

Les émissions issues du charbon du G7 pourraient coûter à l'Afrique 43 milliards de dollars par an d'ici les années 2080 et 84 milliards de dollars d'ici la fin du siècle. C'est 60 fois ce que les pays du G7 donnent à l'Afrique sous forme d'aide à l'agriculture et au développement rural.

Les émissions issues du charbon du G7 pourraient entraîner chaque année d'ici les années 2080 la perte de millions de tonnes de récoltes.

Cinq pays du G7 ont augmenté leur niveau de combustion de charbon depuis le sommet de Copenhague sur le climat qui s'est tenu en 2009.

un terme progressivement à leur pollution due au charbon.

Le meilleur moyen pour le G7 de faire naître l'ambition chez les autres, y compris dans les pays en développement qui émettent plus et croissent rapidement, est d'affirmer clairement qu'un futur à faible émission de CO2 est une priorité politique et de démontrer qu'il est possible de sortir progressivement du charbon tout en maintenant une économie saine.

Les pays riches industrialisés doivent arrêter de se cacher derrière des pays comme la Chine et montrer l'exemple en matière de réduction de l'utilisation du charbon.

Comment le G7 peut-il mettre fin à son addiction au charbon ?

Jusqu'à présent, les politiques du G7, comme les mécanismes d'échange de droits d'émission et la tarification du carbone, n'ont pas réussi à réduire les émissions de CO2 dans les pays du G7. Il n'est pas raisonnable de penser que les objectifs en matière d'énergies renouvelables ou de réductions globales des émissions suffiront à sortir du charbon. Si le gouvernement ne prend aucune mesure visant directement le charbon, le problème reste ancré et les émissions de CO2 issues du charbon risquent toujours de compromettre les objectifs climatiques existants, comme cela peut être constaté en Allemagne et au Royaume-Uni¹⁰.

Oxfam a chargé le groupe de réflexion E3G d'analyser la situation actuelle sur la question du charbon pour tous les pays du G7, en identifiant les dynamiques du marché et les mesures politiques nécessaires, ainsi que les échéances de l'arrêt possible de l'utilisation du charbon. Avec la volonté politique de confronter les intérêts corporatistes de l'industrie des combustibles fossiles et avec des plans concrets, la transition peut s'opérer rapidement ; certains pays peuvent passer à une production d'énergie sans centrales à charbon au cours de la prochaine décennie.

De plus, une transition juste et bien planifiée sera bénéfique à l'économie, la santé et l'emploi. Ainsi, en mettant en œuvre des mesures de transition juste vers des énergies 100 % renouvelables, 650 000 emplois verts pourraient être créés aux États-Unis et 430 000 dans l'Union européenne¹¹.

Recommandations

Les dirigeants du G7 doivent :

1. S'engager en faveur d'une transition urgente vers une économie moins axée sur le charbon. Certains pays pourront opérer cette transition plus rapidement que d'autres, selon les divers mix énergétiques et situations de départ. Les plans et politiques spécifiques à chaque pays doivent permettre d'assurer une transition complète :

- Au Canada d'ici 2030
- En France d'ici 2020
- En Allemagne d'ici 2040
- En Italie d'ici le début des années 2020
- Au Japon d'ici 2035
- Au Royaume-Uni d'ici 2023
- Aux États-Unis d'ici 2030

2. Confirmer les engagements existants visant à recueillir 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour lutter contre le changement climatique dans les pays en développement. Les pays du G7 doivent s'engager à respecter une feuille de route transparente afin de renforcer de façon significative les finances publiques avant 2020 et accroître la part des fonds dédiés à l'adaptation.

En mettant en place des plans de retrait progressif du charbon au niveau national, certains pays peuvent passer à une électricité produite sans charbon au cours de la prochaine décennie.

En mettant en œuvre des mesures de transition juste vers des énergies 100 % renouvelables, 650 000 emplois verts pourraient être créés aux États-Unis et 430 000 dans l'Union européenne.

NOTES

- 1 Le charbon est responsable de 34 % des émissions cumulées de CO2 (énergies fossiles, ciment et changements d'affectation des sols) entre 1750 à 2012. Source : Shrink that Footprint, <http://shrinkthatfootprint.com/carbon-emissions-and-sinks>.
- 2 Une étude de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires montre que la hausse des prix résultant du changement climatique fera que les calories disponibles en 2050 auront diminué par rapport à l'an 2000 dans l'ensemble des pays en développement, repoussant de plusieurs dizaines d'années la lutte contre la faim. En outre, les phénomènes météorologiques extrêmes entraîneront une flambée des prix d'autant plus importante. Oxfam, « Faim et réchauffement climatique, même combat. Comment empêcher le changement climatique d'enrayer la lutte contre la faim », mars 2014, http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/mb-hot-hungry-food-climate-change-250314-fr_0.pdf
- 3 Les pays du G7 ont donné à l'Afrique 1,4 milliard de dollars sous forme d'aide bilatérale pour l'agriculture et le développement rural (aide publique au développement, APD) et plus de 24 milliards de dollars au total en APD bilatérale en 2013. Ces chiffres ne comprennent pas l'aide apportée via les institutions multilatérales, les informations détaillées par pays n'étant pas disponibles. Source : rapport OCDE – CAD, trouvé sur <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=CRS1>
- 4 D'après les nouveaux calculs demandés à Climate Analytics et fondés sur le cas de figure correspondant aux « politiques actuelles », selon lequel tous les gouvernements mettent en œuvre les politiques climatiques existantes, conduisant à un réchauffement global moyen de 3,7 degrés d'ici 2100. Ce modèle a été appliqué en éliminant les émissions issues de la production énergétique à partir du charbon dans le G7 à partir de 1970 (c'est-à-dire en supposant que les centrales à charbon ont été remplacées par une technologie dont l'empreinte carbone est neutre) afin de déterminer le réchauffement pouvant être attribué aux centrales à charbon du G7. Climate Analytics a ensuite calculé les coûts d'adaptation et les coûts des dommages résiduels (qui forment à eux deux les coûts totaux liés au changement climatique) pour la part du réchauffement causée par les centrales à charbon du G7.

Oxfam a calculé les baisses de rendement des cultures, le nombre total de tonnes de récoltes perdues et le nombre de personnes que ces récoltes auraient pu nourrir à l'aide du modèle de Climate Analytics et d'une étude récente portant sur la modélisation des récoltes, qui présente les changements des rendements de cultures de maïs et de blé au niveau régional et mondial d'ici 2080 par rapport aux données de référence de 1980. Deryng et al, « Global crop yield response to extreme heat stress under multiple climate change futures », *Environmental Research Letters*. Mars 2014, http://iopscience.iop.org/1748-9326/9/3/034011/pdf/1748-9326_9_3_034011.pdf
- 5 Ibid.
- 6 Les centrales à charbon des pays du G7 ont émis un total de 2,2 Gt de CO2 en 2012. Source : International Energy Agency (IEA) (2014b) « CO2 Emissions From Fuel Combustion 2014 ». Les comparaisons entre pays concernent toutes les émissions de GES, y compris l'UTCATF en 2011 (dernière année dont les données sont disponibles). Source : CAIT, <http://cait2.wri.org/>
- 7 Ibid. Le continent africain a émis environ 1 Gt de CO2 en 2012. Source op.cit. IEA 2014b
- 8 Ibid. Les pays les moins développés ont émis 0,2 Gt de CO2 en 2011 (UTCATF exclus). Source CAIT, op cit.
- 9 Comparaison de la consommation de charbon de 2009 par rapport à celle de 2013 (les derniers chiffres disponibles au moment de la publication). Chiffres issus de BP, « Statistical Review of World Energy », juin 2014, p 33 <http://www.bp.com/content/dam/bp/pdf/Energy-economics/statistical-review-2014/BP-statistical-review-of-world-energy-2014-full-report.pdf>.
- 10 Oxfam a chargé le groupe de réflexion E3G d'analyser la situation actuelle sur la question du charbon pour tous les pays du G7. Les rapports complets par pays sont disponibles sur le site de E 3G : <http://e3g.org/>
- 11 New Climate Institute (2015), « Assessing the missed benefits of countries' national contributions » <https://newclimateinstitute.files.wordpress.com/2015/03/cobenefits-of-indcs-2015-03-30.pdf>

© Oxfam International juin 2015

Ceci est un résumé du document d'information « Qu'ils mangent du charbon ! Pourquoi le G7 doit mettre fin à la combustion du charbon pour lutter contre le changement climatique et contre la faim ». La version complète est disponible sur www.oxfam.org. Ce document a été rédigé par Kiri Hanks et Julie-Anne Richards. Oxfam remercie Tim Gore, Anna Coryndon, Richard King, Ruth Martin, Alastair Haynes, Climate Analytics, E3G, et Dave Jones pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter advocacy@oxfaminternational.org

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-872-3 en juin 2015.
Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

www.oxfam.org

